



## **Frente POLISARIO**

**Representation to Europe & European Union**

**14, Merceles, Bruxelles, 1050 tél/fax 003225115691 email/ europe@fpolisario.eu**

### **Memorandum del Frente POLISARIO sobre la ausencia de valor jurídico de la proclamación 10126 del Presidente saliente de los Estados Unidos de América reconociendo las pretensiones ilegales del Reino de Marruecos en lo que respecta al Sahara Occidental ocupado**

1. En su calidad de representante del pueblo saharauí<sup>1</sup>, el Frente POLISARIO condena enérgicamente la proclamación 10126 del Presidente saliente de los Estados Unidos de América, Sr. Donald J. Trump, del 4 de diciembre de 2020, reconociendo las pretensiones ilegales del Reino de Marruecos en lo que respecta al Sahara Occidental ocupado<sup>2</sup>.
2. En su opinión del 16 de octubre de 1975, la Corte Internacional de Justicia constató que nunca existieron lazos de soberanía territorial entre el Reino de Marruecos y el Sahara Occidental, con anterioridad a la colonización de este territorio por el Reino de España<sup>3</sup>. En cuanto al período posterior a la invasión marroquí, la Carta de Naciones Unidas prohíbe

---

<sup>1</sup> Résolution 34/37 de l'AGNU, du 21 novembre 1979, par. 7 ; Résolution 35/19 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 11 novembre 1980, par. 10. Voir, également, CJUE, arrêt du 21 décembre 2016, Conseil/Front POLISARIO, C-104/16 P, par. 35 et 105. De plus, le 23 juin 2015, le Front POLISARIO, « en tant qu'autorité représentant le peuple du Sahara Occidental luttant pour son droit à disposer de lui-même », s'est valablement engagé à appliquer les Conventions de Genève de 1949 et le Protocole I dans le conflit l'opposant au Royaume du Maroc. Voir Confédération suisse, Département fédéral des affaires étrangères, 26 juin 2015, « Notification aux Gouvernements des États parties aux Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre », 242.512.0 – GEN 4/15.

<sup>2</sup> États-Unis d'Amérique, *Federal Register*, vol. 85, n° 241, 2020, pp. 81329-81330.

<sup>3</sup> CIJ, avis du 16 octobre 1975, *Sahara occidental, avis consultatif*, *CIJ Recueil 1975*, p. 56-57, par. 129 et, p. 68, par. 162. Voir, également, l'article 18 du traité de Marrakech, du 28 mai 1767, dont le « texte authentique » (avis sur le Sahara occidental, p. 51, par. 111) dispose comme suit : « Sa Majesté impériale s'abstient de délibérer au sujet de l'établissement que Sa Majesté Catholique veut fonder au sud de l'oued Noun, car Elle ne peut se rendre responsable des accidents et des malheurs qui pourraient se produire, vu que Sa souveraineté ne s'étend pas jusque-là, et que les peuplades vagabondes et féroces, habitant ce pays, ont toujours causé des dommages aux gens des îles Canaries et les ont réduits en captivité ». Voir, également, la lettre de l'Empereur du Maroc Mohammed Ben Abballah Ben Ismaël, du 28 mai 1767, au Roi d'Espagne Charles III, figurant à l'appendice 2 à l'annexe 7 des Informations et documents annexés à l'exposé écrit du gouvernement espagnol *in Sahara occidental, avis consultatif*, *CIJ Recueil, 1975*, vol. II, pp. 8-9 : « Ce que votre ambassadeur a demandé en votre nom je l'ai accordé comme si vous me l'eussiez demandé vous-même. Je n'ai rejeté que deux articles, et ce, par justice. Le premier concerne l'établissement des Canariens, afin de faciliter leur pêche, sur la côte du fleuve Noun, car je suis sûr que cela leur causerait préjudice, étant donné que les Arabes de ce pays pourraient leur nuire, car ils sont insoumis et ne craignent personne, du fait qu'ils sont éloignés de mes royaumes et que je n'ai pas de pouvoir sur eux. C'est ce qui arriva aux Anglais qu'ils attaquèrent, entrant dans leur embarcation pour la détruire et la brûler après en avoir emporté les mâts pour leurs tentes. Ces Arabes n'ont pas de pays délimité, ils changent de lieux suivant leur convenance sans n'être jamais assujettis ni subordonnés à aucun gouvernement... C'est la raison pour laquelle il n'est pas juste que je donne mon consentement, car il est évident que cela peut porter préjudice aux Canariens. À ceux-ci ou aux autres Espagnols qui voudraient pêcher de Santa Cruz vers le nord, où le poisson abonde suffisamment pour approvisionner toute l'Espagne, je donne mon autorisation et sur toute la côte ... La côte de Santa Cruz vers le sud ne relevant pas de mon pouvoir, je ne peux l'affranchir ni prendre la responsabilité des imprévus qui pourraient y arriver ... ».

categoriquement la annexion de un territoire par la fuerza<sup>4</sup>, en tanto en cuanto la ocupación militar no es un modo legal de acceder a la soberanía en lo que respecta a un territorio colonizado desde principios del siglo XX<sup>5</sup>. El Presidente saliente de los Estados Unidos de América no puede por tanto reconocer al Reino de Marruecos ninguna “soberanía” sobre el Sahara Occidental ocupado, y más aún, habiendo invadido este territorio por la fuerza.

3. Asimismo, inscrito en la lista de territorios No Autónomos desde 1963<sup>6</sup>, el Sahara Occidental posee, conforme al principio de autodeterminación, un estatus separado y distinto en virtud de la Carta de las Naciones Unidas<sup>7</sup> que es excluyente de toda soberanía marroquí<sup>8</sup>. Este estatuto es tanto más indiscutible cuanto que el Sahara Occidental dispone de fronteras reconocidas internacionalmente con el territorio marroquí. Establecidas por una serie de tratados celebrados por el Reino de España y la República francesa<sup>9</sup>, actuando en nombre y por cuenta del Reino de Marruecos<sup>10</sup>, estas fronteras se imponen a las autoridades marroquíes en aplicación del principio de intangibilidad de las fronteras heredadas de la colonización<sup>11</sup>, así como del acuerdo de Lisboa del 29 de agosto de 1997, concluido con el Frente POLISARIO<sup>12</sup>. Sin embargo, nuevamente, tanto el carácter *erga omnes* del estatuto jurídico del territorio saharauí como la naturaleza objetiva de sus fronteras internacionales impiden que el Presidente saliente de los Estados Unidos de América pueda reconocer unilateralmente, con base única en el derecho estadounidense, las pretensiones ilegales del Reino de Marruecos en lo que concierne al Sahara Occidental ocupado.

<sup>4</sup> « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies » annexée la résolution 2625 (XXV) de l’AGNU, du 24 octobre 1970, principe I, par. 11 (« Nulle acquisition territoriale obtenue par la menace ou l’emploi de la force ne sera reconnue comme légale »). Voir, également, la résolution 3314 (XXIX) de l’AGNU, du 29 novembre 1974, relative à la définition de l’agression, article 5, par. 3 : « Aucune acquisition territoriale ni aucun avantage spécial résultant d’une agression ne sont licites ni ne seront reconnus comme tels ».

<sup>5</sup> Sentence arbitrale du 18 avril 1925, *Affaire de la dette publique ottomane (Bulgarie, Irak, Palestine, Transjordanie, Grèce, Italie et Turquie)*, RSA, vol n° 1, spéc. p. 555 ; jugement du 10 mars 1948 du Tribunal militaire n° I dans l’affaire RuSHA (*États-Unis d’Amérique c/ Greifelt e.a.*), *Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals*, U.S. Government Printing Office, Washington, 1950, vol. V, spéc. p. 154. Voir, également, article 4 du premier protocole additionnel du 8 juin 1977 aux conventions de Genève du 12 août 1949.

<sup>6</sup> Annexe III au rapport A/5514 du Comité des renseignements, in *Documents officiels de l’Assemblée générale, dix-huitième session, supplément n° 14*, 1963, p. 35.

<sup>7</sup> Arrêt C-104/16 P, précité, par. 92.

<sup>8</sup> CJUE, arrêt du 27 février 2018, *Western Sahara Campaign UK*, C-266/16, par. 62 et 69.

<sup>9</sup> Articles 5 et 6 de la convention de Paris du 3 octobre 1904, CIJ Mémoires, Sahara occidental, vol. II, pp. 182-185 ; article 2, par. 5, de la convention de Madrid, du 27 novembre 1912, CIJ Mémoires, Sahara occidental, vol. II, pp. 208- 218. Sur la reconnaissance judiciaire des frontières internationales du Sahara occidental, également, Tribunal de l’UE, arrêt du 15 décembre 2015, *Front Polisario/Conseil*, T-512/12, par. 232, soulignant que le Sahara occidental se trouve en dehors des « frontières internationalement reconnues » du Royaume du Maroc, ainsi que l’arrêt de la High Court of South Africa, du 15 juin 2017, dans l’affaire n° 1487/17, *The Saharawi Arab Democratic Republic and Front Polisario v The Owner and charterers of the MV « NM Cherry Blossom »*, par. 57, relevant que la mine de phosphate de Boucraa est « situated in Western Sahara and outside of the international borders of Morocco ». Voir, également, les Conclusions de l’Avocat général Wathelet dans l’affaire C-104/16 P, *Conseil/Front Polisario*, par. 74, relevant les recours portés par le Front POLISARIO, devant les juridictions de l’Union européenne ne concerne pas « un conflit de délimitation de frontières, mais [la] détermination des conséquences à tirer du statut du Sahara occidental » en droit international.

<sup>10</sup> CIJ, arrêt du 27 août 1952, *Affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d’Amérique au Maroc*, *CIJ Recueil 1952*, p. 188.

<sup>11</sup> Résolution AHG/Res. 16 (I) de la Conférence des Chefs d’État et de gouvernement de l’OUA, Caire (Égypte), 1<sup>ère</sup> session ordinaire, du 17 au 21 juillet 1964 ; article 4 (b) de l’Acte constitutif de l’Union africaine.

<sup>12</sup> Annexe au Rapport S/1997/742 du Secrétaire général des Nations Unies, du 24 septembre 1997, concernant le Sahara occidental, du 24 septembre 1997, p. 10. Voir par. 3 : « Ce compromis ne peut en aucune manière changer, modifier ou affecter les frontières internationalement reconnues du Sahara occidental et n’aura pas de valeur de précédent pour tout argument que lesdites frontières auraient été changées ou modifiées ».

4. Sin efecto para cambiar la naturaleza jurídica de la cuestión saharauí por tratarse de una cuestión de descolonización, la proclamación del Presidente saliente de los Estados Unidos de América es contraria a las obligaciones de los Estados de respetar la integridad territorial del Sahara Occidental<sup>13</sup> y de no reconocer la situación creada por las graves violaciones del Derecho Internacional cometidas por las autoridades marroquíes en lo que respecta al pueblo saharauí<sup>14</sup>. Así, reconociendo las supuestas pretensiones del Reino de Marruecos respecto al Sahara Occidental ocupado, el Presidente saliente de los Estados Unidos de América brinda su apoyo a la anexión ilegal de un país africano por otro, siendo la República Árabe Saharaui Democrática miembro fundador de la Unión Africana y Estado firmante de la Carta Africana de Derechos Humanos y de los pueblos.
5. En este sentido, la República Árabe Saharaui Democrática se cimienta por instituciones democráticas, basadas en el respeto al Estado de derecho y el principio de separación de poderes, garantizando el derecho de cualquier ciudadano a formar parte de la dirección de los asuntos públicos. A pesar de la limitación de recursos, el gobierno saharauí asegura el acceso a los cuidados y a la educación al conjunto de la población saharauí que vive directamente bajo su autoridad. Asimismo, la República Árabe Saharaui Democrática lucha eficazmente contra el terrorismo y el narcotráfico, demostrando su capacidad de asumir sus responsabilidades y en cumplimiento de sus obligaciones jurídicas respecto a su territorio nacional. También cabe afirmar, que un Estado independiente en el Sahara Occidental no sería viable en un desconocimiento de los hechos, puesto que el Estado saharauí constituye ya una realidad tangible. Mantiene relaciones diplomáticas al más alto nivel con los Estados vecinos, la República Islámica de Mauritania y la República argelina democrática y popular, la República Árabe Saharaui Democrática asegurajunto a estos Estados, a título de cooperación regional, la seguridad en esta parte de África. Es pues el Reino de Marruecos quien, por su ocupación ilegal del Sahara Occidental, crea un punto de inestabilidad, propiciando el desarrollo de actividades ilícitas sobre las que prosperan los grupos terroristas.
6. Por consiguiente, en lugar de avivar las tensiones, el Presidente saliente de los Estados Unidos de América debería apoyar los esfuerzos de la Unión Africana que, el 6 de diciembre de 2020, llamó a las dos partes del conflicto, la República Árabe Saharaui Democrática y el Reino de Marruecos, a poner fin a las hostilidades y a concluir un nuevo Alto al fuego, de modo que permita al pueblo saharauí ejercer su derecho a la autodeterminación<sup>15</sup>. Con esta proclamación, tan inútil jurídicamente como imprudente políticamente, el Presidente saliente se posiciona a contra corriente de los esfuerzos internacionales y regionales para resolver el conflicto del Sahara Occidental con el respeto de la legalidad internacional y africana.

---

<sup>13</sup> Résolution 1514 (XV) de l'AGNU, du 14 décembre 1960, par. 4 et 6.

<sup>14</sup> Article 41, par. 2, du projet d'articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, adopté en 2001 par la Commission du droit international, annexé à la résolution 56/83 de AGNU, du 12 décembre 2001.

<sup>15</sup> Décision Ext/Assembly/AU/Dec.1 (XIV) de la Conférence des Chefs d'État ou de gouvernement de la UA, Addis-Abeba (Éthiopie), 14<sup>e</sup> session extraordinaire, 6 décembre 2020, consacrée au thème « faire taire les armes », par. 15 : « EXPRESSES deep concern over the escalating military tensions between the Kingdom of Morocco and the Sahrawi Arab Democratic Republic that have developed in Al-Guerguerat ; in this context, CALLS FOR the revitalization of the Troika Mechanism in accordance with the Decision Assembly/AU/Dec.693 (XXI) and REQUEST the African Union Peace and Security Council at Heads of State and Government, in line with the relevant provisions of its Protocol, to engage the two parties, both of whom are Member States of the AU, to address the unfolding situation in order to prepare conditions for a new cease-fire and to reach a just and durable solution to which will provide for the self-determination of the people of Western Sahara in line with the relevant AU-UN decisions and resolutions and objectives and principles of the Constitutive Act of the African Union; FURTHER CALLS on the United Nations Secretary General to appoint a Special Envoy for Western Sahara ».

7. Tratándose, en particular, del apoyo expresado al «plan de autonomía» , que no es más que un plan de anexión dirigido a eternizar la ocupación ilegal del Sahara Occidental, este apoyo constituye una violación inadmisibles del derecho a la autodeterminación y a la independencia del pueblo saharauí el cual tiene derecho a poder determinar *libremente* su estatuto político, sin injerencia exterior<sup>16</sup>. En efecto, constituye un pueblo de igual modo que los otros pueblos en virtud del principio de igualdad soberana<sup>17</sup>, el pueblo saharauí es el único dueño de su futuro político. Cualquier referéndum de autodeterminación en el Sahara Occidental deberá por tanto incluir la independencia como opción, conforme a la práctica constante de la Organización de las Naciones Unidas en materia de descolonización<sup>18</sup>.
8. En lo que concierne a la apertura de un consulado de los Estados Unidos de América en Dajla con la finalidad del desarrollo propio de las relaciones económicas, este anuncio es triplemente ilegal:
  - 8.1. En primer lugar, teniendo en cuenta el estatuto separado y distinto del territorio saharauí, el Reino de Marruecos no es «el Estado de residencia» del Sahara Occidental, con arreglo a lo dispuesto en la Convención de Viena sobre relaciones consulares del 24 de abril de 1963<sup>19</sup>. Las autoridades marroquíes no pueden por tanto autorizar válidamente el establecimiento de misiones consulares sobre un territorio extranjero, situado fuera de sus fronteras reconocidas internacionalmente.
  - 8.2. Entonces, habida cuenta de la gravedad de las violaciones de derecho internacional cometidas por las fuerzas marroquíes contra el pueblo saharauí después de más de 40 años, todos los Estados tienen la obligación de abstenerse de establecer con el Reino de Marruecos relaciones convencionales, diplomáticas, comerciales, u otras, que puedan reforzar la autoridad que usurpa con respecto al Sahara Occidental<sup>20</sup>, lo que excluye la apertura de misiones consulares ilegales en el territorio saharauí ocupado.
  - 8.3. Finalmente, en su sentencia de 21 de diciembre de 2016, el Tribunal de Justicia de la Unión Europea falló que el pueblo saharauí, representado por el Frente POLISARIO, constituye un tercer sujeto en las relaciones UE-Marruecos por lo que debe consentir cualquier acuerdo aplicable al Sahara Occidental, independientemente del carácter beneficioso de dicho acuerdo<sup>21</sup>. No obstante, teniendo en cuenta los principios que basan la jurisprudencia del Tribunal, a saber los principios de autodeterminación y el de efecto relativo de las convenciones, la misma solución es aplicable para las relaciones bilaterales entre el Reino de Marruecos y los Estados Unidos de América, o cualquier otro Estado u Organización Internacional. Así como en el marco de su derecho a la

---

<sup>16</sup> Résolution 2625 (XIX), principe V, par. 1 ; Article 1<sup>er</sup> commun, par. 1, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du 16 décembre 1966. Voir, également, Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 12 : Article premier (Droit à l'autodétermination), 21<sup>ème</sup> session (1984), par. 6. Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, *Le droit à l'autodétermination : développement historique et actuel sur la base des instruments des Nations Unies*, 1981, E/CN.4/Sub.2/404/Rev.1, par. 179-194. Article 1, par. 2, de la Charte des Nations Unies ; article 4 (a) de l'Acte constitutif de l'Union africaine.

<sup>17</sup> Avis juridique du Secrétariat de l'ONU, *Mémoire adressé au Secrétaire général par le Service juridique*, *Annuaire juridique des Nations Unies*, ST/LEG/SER.C/18, 1980, pp. 201-202.

<sup>18</sup> Voir, par analogie, arrêt C-266/16, précité, par. 58 et 65-69.

<sup>19</sup> CIJ, avis du 21 juin 1971, *Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970)*, avis consultatif, CIJ Recueil 1971, p. 55-56, par. 122-124.

<sup>20</sup> Arrêt C-104/16 P, précité, par. 105 et 106.

autodeterminación y a la independencia, el pueblo saharauí dispone de derechos soberanos en lo que concierne a sus recursos naturales<sup>22</sup> y al conjunto de su territorio nacional<sup>23</sup>, incluida la zona ocupada<sup>24</sup>. Cualquier actividad de naturaleza económica u otra en el Sahara Occidental, sin su consentimiento constituye un hecho ilícito que compromete la responsabilidad de su autor, tanto en el derecho internacional como en el derecho interno.

9. En cuanto al Reino de Marruecos que persiste en la negación de su estatuto de potencia ocupante del Sahara Occidental<sup>25</sup>, pretende actuar a través de su administración nacional en referencia al Sahara Occidental, cuando no tiene soberanía<sup>26</sup>, ni “ título jurídico a administrar” <sup>27</sup>este territorio<sup>28</sup>, cualquier autorización emitida por él, en aplicación de la ley marroquí, carece de valor jurídico y constituye una violación de los derechos soberanos del pueblo saharauí y del Derecho Internacional Humanitario.
10. Por consiguiente, a la vista de estos elementos, independientemente de su alcance exacto en el derecho estadounidense, la proclamación 10126 y las medidas que la acompañan son nulas y carentes de validez y de efectos jurídicos en las relaciones internacionales. En este sentido, las autoridades saharauíes acogen con satisfacción la declaración del Secretario General de las Naciones Unidas, las de la Unión Africana, de la Unión Europea y las de numerosos Estados Miembros de la Organización Mundial, reafirmando que el estatuto jurídico del Sahara Occidental permanece inalterado.
11. Sobre la base de la Declaración de Independencia de los Estados Unidos de América, del 4 de julio de 1776, el principio de autodeterminación fue reconocido en el derecho internacional gracias a los esfuerzos del Presidente Americano Wilson<sup>29</sup>, uno de los más fervientes defensores de este principio durante el período de entreguerras. Asimismo, bajo el impulso del Secretario de Estado Henry L. Stimson, los Estados Unidos de América fueron el primer Estado en mostrar su rechazo al reconocimiento de la legalidad de una situación nacida de una

---

<sup>22</sup> Résolution 1803 (XVII) de AGNU, du 14 décembre 1962, préambule. Voir, également, article 1<sup>er</sup> commun, par. 1, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du 16 décembre 1966.

<sup>23</sup> CIJ, avis du 25 février 2019, *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*, Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, *avis consultatif*, *CIJ Recueil 2019*, p. 134, par. 160.

<sup>24</sup> CJUE, arrêt du 5 juillet 1994, *Anastasiou e.a.*, C-432/92, par. 37- 41 ; CJUE, arrêt du 25 février 2010, *Brita*, C-386/08, par. 55- 57. Voir, également, conclusions de l'Avocat général Bot, du 29 octobre 2009, affaire C-368/08, *Brita*, par. 126-127.

<sup>25</sup> Conclusions de l'Avocat général Wathelet, du 10 janvier 2018, affaire C-266/16, *Western Sahara Campaign UK* par. 252 ; arrêt C-266/16, précité, par. 72.

<sup>26</sup> Recommandation du Comité *ad hoc* de l'OUA, 2<sup>e</sup> session à Khartoum (Soudan), 23 juin 1979, préambule, al. 4, reproduit in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol. 18, 1979, p. 979.

<sup>27</sup> CIJ, arrêt du 21 décembre 1962, *Affaires du Sud-Ouest africain (Éthiopie c. Afrique du Sud ; Libéria c. Afrique du Sud)*, Exceptions préliminaires, *CIJ Recueil 1962*, p. 332.

<sup>28</sup> Lettre datée du 29 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique, S/2002/161, par. 6.

<sup>29</sup> *Address of the President of the United States Delivered at a Joint Session of the Two Houses of Congress*, January 8, 1918, *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*, 1918, Supplement 1, *The World War*, Volume I, p. 15, point V. Voir, également *Address of the President of the United States Delivered at a Joint Session of the Two Houses of Congress*, February 11, 1918, *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*, 1918, Supplement 1, *The World War*, Volume I, pp. 110 : « National aspirations must be respected ; peoples may now be dominated and governed only by their own consent. "Self-determination" is not a mere phrase. It is an imperative principle of action, which statesmen will henceforth ignore at their peril ».

conquista militar ilegal<sup>30</sup>. Esta doctrina se ha convertido, junto con el derecho a la autodeterminación de los pueblos, en uno de los principios cardinales del derecho internacional contemporáneo que prohíbe la anexión de un territorio por la fuerza<sup>31</sup>. Además, por esta proclamación unilateral, el Presidente saliente no solamente da la espalda a la legalidad internacional y al multilateralismo, sino que traiciona los principios que están en el corazón de la tradición diplomática de los Estados Unidos de América.

12. En consecuencia, en nombre del pueblo saharauí, el Frente POLISARIO apela solemnemente al Presidente electo de los Estados Unidos de América, Joe Biden, reconsidere la Proclamación del Presidente saliente y las medidas correspondientes, contribuyendo así a restaurar las condiciones necesarias para el ejercicio del pueblo saharauí de su derecho inalienable a la autodeterminación e independencia, conforme a la Carta de las Naciones Unidas, al Acta constitutiva de la Unión Africana y a la Carta africana de Derechos Humanos y de los pueblos. Esta acción permitirá a los Estados Unidos de América recuperar su lugar de primer orden en el concierto de las Naciones.
13. Por el contrario, manteniendo esta Proclamación que constituye una violación flagrante de los derechos soberanos del pueblo saharauí, la nueva administración no cumpliría las condiciones de neutralidad y respeto a la legalidad internacional que son necesarias para asumir, de manera creíble, la responsabilidad de *porte-plume* en el seno del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, sobre la cuestión del Sahara Occidental.
14. Ante los desafíos que le esperan, el pueblo saharauí sigue convencido que la Humanidad, solamente tiene futuro en el respeto al Derecho Internacional y el multilateralismo como base del orden internacional.
- 15.

**Bruselas, 22.12.2020**



<sup>30</sup> Wright Q, « The Stimson Note of January 7, 1932 », *American Journal of International Law*, vol. 26, n° 2, 1932, pp. 342-348, spéc. p. 342 ; Stimson H. L., « The Bases of American Foreign Policy during the Past Four Years », *Foreign Affairs*, vol. 11 n° 3, 1933, p. 383-396, spéc. p. 390.

<sup>31</sup> CIJ, avis du 9 juillet 2004, *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, CIJ, Recueil 2004, p. 171, par. 87.